

Quelle université avons-nous ?

En l'espace de quelques semaines, la Présidence de l'Université de Bourgogne a décidé, sans consultation des enseignants, de fermer à la prochaine rentrée le Master MEEF d'Italien, puis sous la menace du déficit budgétaire révélé entre-temps, de liquider également la Licence de la même discipline (Italien LLCER). Cette décision précipitée, qui met à mal la Nouvelle Offre de Formation dont le chantier est ouvert depuis plus de deux ans, sera soumise à la CFVU du 10 mai.

Si cette décision est entérinée, la licence LLCER fermera progressivement en 3 ans : d'abord la L1 à la rentrée 2017, puis la L2 en 2018, et la L3 en 2019. Cela signifie que l'Italien ne sera plus enseigné à l'Université de Bourgogne que dans la filière LEA et peut-être dans des UE destinées aux débutants, actuellement ouvertes mais dont l'avenir est également incertain, vu le présent contexte. Les enseignants titulaires du département, tous très éloignés de la retraite, se retrouveraient ainsi en sous-service, sans qu'ils aient jamais été sollicités, sans qu'aucune discussion n'ait jamais été engagée sur leur avenir, et bien que la menace d'une fermeture de l'Italien soit agitée depuis plusieurs années. Au mois de novembre dernier, il était question que l'Italien disparaisse à l'Université de Franche-Comté et soit maintenu à Dijon, puis la Présidence de l'Université de Franche-Comté a reculé face aux pressions locales et la donne a changé en avril sans autre explication. Pour autant, rien n'assure que la filière de Besançon ne soit pas destinée, à son tour, à être rayée sous peu de la carte.

L'état d'urgence budgétaire proclamé par notre Présidence, qui n'a pourtant jamais voulu en endosser la responsabilité, est invoqué pour justifier des coupes sauvages en tout genre dans toutes les formations ; il est allégué pour justifier des transformations arbitraires de CM en TD, fondées sur le seul critère de l'effectif et appliquées dans une logique purement comptable, sans le moindre souci de l'efficacité pédagogique ; il condamne les services administratifs à fonctionner avec un personnel de plus en plus précaire et dans une situation de très grave sous-encadrement. Dans ce contexte, le sacrifice d'une « petite formation » comme l'Italien risque de passer inaperçu, voire de paraître pleinement justifié aux yeux d'une communauté universitaire qui n'a plus désormais comme seul horizon que la rentabilité, et s'accoutume à considérer la disparition d'autrui comme garantie de sa propre survie.

Ironie du calendrier, dans cette situation de cataclysme budgétaire non anticipé, dans le saccage général des formations au nom de l'état d'urgence, et alors que les émissaires de la Présidence décidaient à la sauvette de la fermeture de la L1 d'italien dès la rentrée prochaine pour une mirifique économie de 132h ETD (coût de la L1 Italien), là où l'économie globale devrait s'élever quelque 40.000h pour la seule année 2017-2018, un appel à projet de « Nouveaux cursus à l'Université » était lancé auprès de la communauté universitaire de Bourgogne-Franche-Comté. Répondant à l'acronyme enchanteur de PIA3, ces « nouveaux » cursus « innovants » devront proposer aux étudiants une « palette de licences différenciées », des « approches pédagogiques innovantes », de « nouveaux contenus », pour un « nouveau contrat de réussite », une « poursuite d'études valorisantes », le tout prenant appui sur la « révolution numérique ». Cette rhétorique ministérielle creuse, portée par des messagers du futurs qui se gargarisent du renouveau des disciplines, est tout juste l'arbrisseau qui cache la forêt de l'indigence conceptuelle, des kits d'apprentissage montés à la va-vite, de la prolifération de « formations professionnalisantes » au détriment de formations « traditionnelles », jugées du même coup « non-valorisantes », que l'on vendra à l'envi aux futurs étudiants sous l'étiquette de « l'expertise », de l'amadou du numérique censé valoir toutes les pédagogies du monde. Les sciences humaines dans tout cela ? Des disciplines du passé. Pas assez « valorisantes », elles peuvent tomber en poussière. Alors, l'italien...

L'Italie, où chaque palais plein de chefs-d'œuvre, est un chef-d'œuvre lui-même (...) est pour nous tous la patrie sacrée que l'on aime parce qu'elle nous montre et nous prouve l'effort, la grandeur, la puissance et le triomphe de l'intelligence créatrice, écrivait Guy de Maupassant (Le bonheur, dans Contes du jour et de la nuit, 1885). Tout cela est du passé. De cette poussiéreuse « intelligence créatrice », le Président de l'Université de

Bourgogne, comme nombre de ses homologues et de responsables politiques, n'a plus que faire. Il promeut l'excellence format i-site, PIA3, s'enorgueillit des labels promus par la propagande ministérielle comme de la présence de finalistes dijonnais au concours « Ma thèse en 180 secondes ». Il rêve, c'est plus que probable, d'une Bourgogne façon Silicon Valley, parsemée de start-up qui peuplent le monde d'ivresse concurrentielle et de gadgets susceptibles d'ouvrir de nouvelles parts de marché, à défaut d'apporter un quelconque bénéfice significatif aux êtres humains en dehors, cela va sans dire, des sacro-saints bénéfiques des actionnaires. Tous ces décideurs qui s'improvisent épistémologues pour mieux servir l'idéologie de « l'économie de la connaissance », et les oligarchies au pouvoir ont décrété ouverte la chasse au « passé » dans l'Université. Et le « passé » à bannir ne cesse de s'élargir à leurs yeux, si bien que l'appellation d'Université des études, qui indiquait l'ambition de fournir une légalité scientifique à toutes les formes du savoir qui font l'immense patrimoine de la connaissance humaine, paraît désormais inepte là où seules ont droit de cité les formations « excellentes », c'est-à-dire rentables aux yeux de l'oligarchie qui s'y reconnaît. On en vient donc à construire, à partir du réductionnisme positiviste qui condamne depuis longtemps déjà les « sciences molles » à un rôle subalterne, un réductionnisme californien, qui fait désormais coïncider la science avec la capacité d'innovation technologique à but uniquement lucratif, le savoir avec la production de profits économiques à court terme. A ce titre, l'Italien peut effectivement figurer comme le champion de l'inutilité, et tel il apparaît sans doute aux capitaines de la nouvelle industrie universitaire. Mais qui peut vraiment vouloir de cette humanité des oligarchies économiques, monstrueusement réduite au présent sans alternative ?

Sans cette idéologie, fermer l'italien à l'Université de Bourgogne n'aurait pas grand sens, y compris sur le plan économique : aucune véritable économie ne sera réalisée dans les dix ans qui viennent si les enseignants titulaires d'Italien ne peuvent être réaffectés. Sans cette idéologie, l'Italien ne se retrouverait pas dans la crise d'effectifs qu'il connaît : les jeunes se détournent des matières littéraires parce que le pouvoir s'en détourne. Malgré tout, l'extraordinaire patrimoine d'art, de culture, de pensée lié à l'Italie, pays voisin dont l'histoire est inséparable de l'histoire de France, mais aussi partenaire économique majeur de la France d'aujourd'hui, séduit encore beaucoup de jeunes, en plus de ceux qui s'inscrivent à l'Université, mais la politique des rectorats et des chefs d'établissements, pilotée par le ministère, au lieu d'encourager ces échanges, y fait souvent obstacle. A Dijon, une collègue du secondaire n'a pas pu faire ouvrir une option LV3 malgré la demande d'une cinquantaine d'élèves et le soutien de son proviseur. Les postes aux concours diminuent aussi, alors que le manque d'enseignants est criant. Toujours à Dijon, deux de nos étudiantes de master ont dû, cette année, prendre au pied levé la responsabilité des classes pour remplacer leur tuteur de stage en congé maladie, et pouvoir ainsi... valider leur stage ! Chaque année, aux Journées Portes Ouvertes nous recevons des étudiants qui voudraient s'inscrire, mais qui n'ont aucune base d'italien parce que la langue est de moins en moins enseignée dans le secondaire.

Sans cette idéologie, l'Université de Bourgogne pourrait consentir à l'effort économique assez dérisoire que lui coûterait le maintien d'une formation affaiblie, certes, mais ouvrant sur une civilisation riche d'un héritage historique et culturel extraordinaire, et susceptible de se développer encore si on lui en donnait les moyens. Mais l'Université de Bourgogne préfère réserver ses petites économies pour verser une obole de 10.000 euros au MEDEF, lequel le 5 septembre prochain, nous fera en échange l'honneur de venir produire dans nos locaux, gracieusement mis à sa disposition, son tour de magie spectaculaire pour nous rendre « visibles ». On craignait qu'avec l'application de la politique de Lisbonne l'Université publique serait soumise au danger du capital privé, exposée au risque de voir la liberté de la recherche – seule garantie d'un vrai progrès de la connaissance – diminuée par l'ingérence des pouvoirs financiers : mais l'Université de Bourgogne a une longueur d'avance, c'est elle désormais qui, tout en croulant sous la dette, finance le capital. Si ce n'est pas être aux avant-postes de la science !

Le Département d'ITALIEN